

Texte des collectifs et mouvements : Aggiornamento histoire-géo, Enseignant·es pour la planète, Icem - Pédagogie Freinet, Iresmo, Questions de classe(s) - N'Autre école, Lettres vives, SVT Égalité*.

Une nouvelle fois, l'élection présidentielle nous offre le détestable spectacle d'un deuxième tour opposant la droite néolibérale autoritaire et l'extrême droite.

En matière d'éducation, le choix se résume entre l'école au pas ou l'école en marche et en marché. Il est clair que ni Macron ni Le Pen ne sont des solutions à la situation à laquelle nous, personnels de l'éducation, sommes confronté·es.

Pour autant, nous ne sommes pas de celles et ceux qui tracent un signe égal entre les deux candidat·es. Syndicalistes, pédagogues, militant·es antifascistes, écologistes, défenseur·euses des droits des femmes et des personnes LGBTQI+, des musulman·es, des étrangèr·es, des sans papièr·es et des réfugié·es, nous connaissons trop bien les conséquences immédiates et terribles qu'aurait l'accession de l'extrême droite au pouvoir, avec, à sa botte, la police, l'armée, la justice, la hiérarchie de l'Éducation nationale, etc.

Notre histoire nous enseigne combien, de Paul Robin à Célestin Freinet, en passant par Francisco Ferrer, les enseignant·es des centres sociaux d'Algérie jusqu'à nos six camarades réprimé·es de l'école Pasteur à Saint-Denis, l'école est toujours en première ligne pour subir les attaques et les violences de l'extrême droite.

A celles et ceux qui déclarent « on n'a jamais essayé », nous voulons rappeler ce qui se passe aujourd'hui dans le Brésil de Bolsonaro, la Hongrie d'Orban, la Turquie d'Erdogan, la Russie de Poutine, etc. Et puisque la campagne présidentielle a servi de marchepied aux nostalgiques de Vichy, rappelons aussi ce que fut la politique éducative du Maréchal Pétain. Avant même de prendre les mesures que l'on sait contre les communistes, les francs-maçonn·es, les gens du voyage, les homosexuel·les et les Juif·ves, c'est au redressement de l'école et à la purge des instituteur·trices que le régime de Vichy consacre ses premières résolutions. En moins de quatre mois, les principales contre-réformes scolaires sont promulguées : suspension des conseils et comités consultatifs (loi du 12 juillet), remplacement du recrutement par concours des inspecteurs par une nomination (loi du 2 août), rétablissement de l'enseignement congréganiste (loi du 3 septembre), suppression des écoles normales d'instituteurs, ces « séminaires malfaisants de la démocratie » (loi du 18 septembre), exclusion des Juif·ves des emplois universitaires dans le cadre du « statut des Juifs » (loi du 3 octobre), dissolution des syndicats et associations professionnelles de fonctionnaires (loi du 15 octobre) et, enfin, introduction de l'enseignement des devoirs envers Dieu dans les programmes des écoles primaires (loi du 23 octobre). Suivront l'introduction de l'enseignement religieux comme option et la parité de subvention entre le public et le privé (loi du 6 janvier 1941), puis la fin de la gratuité de l'enseignement secondaire (loi et décret du 15 août 1941).

Ces vingt dernières années, ce sont les droits des personnes musulmanes (dont des élèves, étudiant·es et parents d'élèves) qui sont ciblés par l'État français au nom de la lutte contre le terrorisme, d'une conception de la laïcité qui organise la stigmatisation, et en invoquant la loi sur le séparatisme. Les enseignant·es sont sommé·es de se rallier à un État qui nie le racisme, quand les ministres Jean-Michel Blanquer et Frédérique Vidal considèrent que l'antiracisme et l'approche décoloniale n'ont pas leur place à l'Éducation nationale et dans la recherche. Un boulevard est ouvert au parti fasciste, raciste et antisémite de Marine Le Pen, qui désigne également les ennemi·es de l'intérieur.

Comme l'ensemble des travailleurs et travailleuses de l'éducation, nous ne nous faisons aucune illusion sur les mois et les années à venir. En marche, la destruction du service public d'éducation.

En marche, la précarisation des personnels. En marche, la répression des syndicalistes, des pédagogues et de toute pédagogie critique. En marche, l'école du tri social, l'école des inégalités, de l'orientation dès la 5^e, de la recherche muselée, du contrôle idéologique de l'Université, du Service national universel. En marche, la rigueur budgétaire, les suppressions de postes, les effectifs pléthoriques. En marche, le greenwashing de l'institution. En marche, la logique du travailler plus tout en gagnant moins...

Après cinq années de blanquérisme, le quotidien des personnels de l'éducation est fait de précarisation, de souffrance, de répression, d'épuisement, d'injonctions contradictoires, de petites et grandes humiliations, de désillusions, de questionnements qui taraudent sur le sens du métier, d'écrasement bureaucratique et hiérarchique.

Pour faire passer leur programme - celui d'une école de l'égalité sociale, d'une école du commun, démocratique et émancipatrice - les travailleurs et les travailleuses de l'éducation, comme l'ensemble de la population, ne peuvent compter que sur elles-mêmes et eux-mêmes.

A notre modeste échelle, dans nos collectifs, nos mouvements pédagogiques, nos syndicats, mais aussi dans nos établissements, nous essayons de construire ce collectif qui est le meilleur des antidotes aux sirènes réactionnaires.

Les combats qui nous attendent au lendemain du 24 avril, nous devons les mener en portant la solidarité entre les collègues, en accompagnant les personnels qui subissent les injustices de l'institution. Nous continuerons à les mener à travers nos rencontres pédagogiques, nos réunions d'information syndicale, nos stages, nos AG, pour se retrouver, parler, partager nos colères, nos révoltes, nos souffrances, nos joies professionnelles, nos espoirs et pour tenter de construire, sans relâche, cette école que nous voulons émancipatrice. Tout cela, nous le gagnerons par la lutte, pour ne pas nous résigner à l'impuissance.

Aggiornamento histoire-géo, Enseignant·es pour la planète, Icem - Pédagogie Freinet, Iresmo, Questions de classe(s) - N'Autre école, Lettres vives, SVT Égalité

* Cet appel est aussi soutenu par des individus, vous pouvez les rejoindre en postant un commentaire ci-dessous.

Premièr·es signataires :

Matthieu Brabant - Mathieu Billière - Catherine Chabrun - Paul Devin, président de l'Institut de recherches de la FSU - Marie-laure Florea - Grégory Chambat, syndicaliste et pédagogue - Christine Passerieux, *Carnets rouges* - Alain Misossec - Catherine Burguy - Florie Cristolfi-Coulon - JULIEN Cristolfi, Militant émancipé du GFEN - Jean Bernardin- Jean-Louis Cordonnier - BASCAULES - Alexandre Thiébaud, enseignant et syndicaliste CNT-SO - François Spinner - Sylvie Bruyere - Christine Merlin - Françoise Clerc - Anouk L'Année - Andres Monteret - Frank Mintz CNT SO - FRANCOISE GUIHAUME - Julie Reversat - Martine Steinmetz - Olivier Chaïbi - Devaud Alex- Jean Marc Lapoumériou - Lefort - Pauline Odekerken, membre du collectif EPLP - Anne Mongodin - Claudine Auriault GFEN - Leïza Touahria - Jadran Svrclin